

Fiche proposition Manifeste 2007 d'Attac

Les biens communs de l'humanité et les biens publics mondiaux

SERVICE PUBLIC

Etat des lieux

Nous partons d'une trilogie simple : **Le bien commun**, c'est ce qui appartient à tout le monde (ou à personne) au présent et au futur. **Le bien public**, c'est ce à quoi tout le monde doit avoir droit, ici et maintenant. **Le service public**, c'est la manière dont doivent être gérés, produits et distribués ces biens communs et publics. Et ceci à toutes les échelles, du village à la planète.

Fondamentalement une société de bien commun vise à éliminer la misère (lorsque les besoins fondamentaux ne sont plus satisfaits).

Les " biens communs " sont à réfléchir à l'échelle de la planète mais ils restent à désigner concrètement. Les éléments : air, eau, minerais, combustibles, minéraux, pétrole, gaz, paraissent faciles à aborder. Ensuite vient la diversité des espèces (plantes, animaux) et l'exploitation de ressources renouvelables (bois, poisson, etc. ...) qui le sont à certaines conditions. Ce point est à approfondir.

"Les biens publics mondiaux sont des choses auxquelles les gens et les peuples ont droit, produites et réparties dans les conditions d'équité et de liberté qui sont la définition même du service public, quelles que soient les statuts des entreprises qui assurent cette mission. Les droits universels humains et écologiques en sont la règle, les institutions internationales légitimes le garant, la démocratie l'exigence permanente, et le mouvement social la source."

(définition de la BPEM : Biens publics à l'échelle mondiale)

L'objectif d'un développement équilibré de la planète passe par la production et la distribution de biens publics mondiaux qui doivent échapper à toute logique de marchandisation.

Si nous référons la notion de **" bien public "** aux besoins des hommes il faut distinguer les besoins indispensables à la vie pour tout un chacun et ceux nécessaires pour vivre dans telle ou telle société.

Propositions

Une réflexion est à faire au niveau de ces besoins.

Rapide distinction

- besoins de base : nourriture, logement, santé (hygiène – soins préventifs et directs)
- besoin de régulation : justice – police – système de répartition de la richesse (impôts divers – allocations etc. ...)
- besoin de transmission (ou de reproduction !) : éducation – culture etc.....
- besoin de circuler (physiquement et psychiquement) : réseau de communication, presse etc..

Ce n'est qu'un début de liste à laquelle nous pouvons ajouter : le besoin de se distraire, de s'instruire (les besoins de la vie de l'esprit), qui peuvent prendre des formes extrêmement différentes.

Dans la façon d'aborder " les besoins " correspondants à la notion de " bien public " apparaîtront certainement de nombreuses questions . Exemple : " Nous considérons la fermeture d'une poste dans une commune comme une perte contre laquelle nous nous mobilisons, considérons-nous la fermeture d'une alimentation ou d'un café dans cette même commune comme une perte aussi importante ? "

Cette problématique de biens publics relève d'une volonté politique donc toujours possible.

Les mesures à prendre peuvent porter sur les différents moyens :

- taxes globales
- taxes internationales pour les biens publics mondiaux
- éradication des évasions fiscales
- faire la place aux usagers
- contrôle
- cahiers de citoyens
- Développement de nouveaux modes d'innovation et de création coopérative reposant sur le partage libre des connaissances et de leurs droits d'usage .

Conséquences attendues

Un autre axe de réflexion doit s'orienter sur la manière de gérer ces " biens publics ". Elle concerne la notion de " **service public** ".

deux moteurs ou deux types d'initiatives sont envisageables:

Celui du pouvoir politique (à ses différents niveaux, de l'Europe à la Commune) avec des services qui lui sont directement reliés ou d'entreprises d'Etat (exemple EDF)

Celui de la société civile par le biais :

- d' entreprises à but lucratif (exemple : les médecins libéraux, les commerces ...)
- d' associations à but non lucratif (comme dans le social avec ou sans missions de service public)

Quelle place donner aux unes et aux autres ? Dans tous les cas si nous pensons que l'Etat ne peut ou n'a pas à répondre à tous les besoins, le pouvoir politique doit réguler et harmoniser les initiatives de la société civile. Celles-ci jouant un rôle fondamental dans la vie sociale.

Dans la mesure où il est fait une place à l'enrichissement personnel dans la réponse apportée à un besoin, (la question concernant cette place se pose de toute façon et la réponse n'est pas évidente) le contrôle et la régulation par le pouvoir politique est une nécessité.

Résistances et moyens

Que faire pour que la définition sociale des biens communs et publics et de leur service échappe aux égoïsmes nationaux ? Pour qu'elle cesse de conduire au pillage des richesses de peuples dominés, récoltant en échange des nuisances meurtrières ? Le concept de bien public mondial devient d'une urgente nécessité. C'est une des revendications, et non la moindre, qui permettront de redonner son sens dans toutes les dimensions à la grande idée de service public.

L'obstacle majeur à cette démarche est l'idéologie libérale, qui pose pour socle de son intervention la concurrence et l'autonomie du marché, incarnée dans les institutions internationales comme l'O.M.C., la Banque Mondiale, le F.M.I. ainsi que les lobbies intervenant dans toutes les instances décisionnelles à l'heure actuelle. Il y a du ménage à faire.

Les moyens reposent sur la possibilité des groupements humains (peuples – nations) d'établir leur propre choix et d'organiser l'espace entre ces groupements à différents niveaux (européen comme sud-américain ou asiatique par exemple) dont l'aboutissement actuel au niveau de l'O.N.U. permet l'existence de différentes organisations (O.M.S., O.I.T., F.A.O. etc. ...) qui pourraient reprendre leur orientation première.

Un autre obstacle réside dans la tendance des politiciens professionnels à se reposer sur les experts et à spolier les citoyens de leur pouvoir de réflexion et de décision . Tout presque est à créer mais il existe des pistes de " démocratie participative " comme de " consultation citoyenne " (groupe d'étude et de décision par tirage au sort) donnant un point de départ et capable de se développer.